



Direction Territoriale Centre -Bourgogne

Déclaration liminaire du CSA du 24 février 2026

Monsieur le Directeur,

Les différentes heures d'information mensuelles que nous avons organisées au cours du mois de février ont révélé un questionnaire à remplir avant les entretiens individuels.

Ce questionnaire est totalement inacceptable ! Non seulement il est clairement orienté, mais en plus, aucune information préalable n'a été communiquée. Pour la CGT, c'est un outil de manipulation, une tentative de faire accepter une mobilité forcée qui, dans le meilleur des cas, ne serait pas désirée, et dans le pire des cas, conduirait certains agents à quitter l'établissement.

Vous n'êtes pas sans savoir qu'un accord est en cours au niveau national sur les mobilités. La CGT exige donc l'arrêt immédiat de ce questionnaire et la suspension de toute initiative jusqu'à ce que la direction nationale prenne une position claire.

Sur un autre sujet, le courriel transmis à l'ensemble des agents le 13 février concernant l'état de notre réseau est une honte !

Cela fait maintenant des années que nous ne parvenons pas à ouvrir l'intégralité de notre réseau à temps, à savoir le dernier week-end du mois de mars. Vous nous informez aujourd'hui que les biefs concernés sont classés en surveillance ouvrage hydraulique (SOH) ! Cette situation met en danger non seulement les agents et les riverains, mais aussi les usagers. D'autant plus que sa situation c'est encore dégrader depuis le 13 février puisque de nouvelles fuites ont été découvertes, rendant la situation des infrastructures encore plus dégradée.

Le rapport de la Cour des comptes, complété par le rapport sénatorial de décembre 2025, évalue la dette grise due au manque d'entretien du l'ensemble réseau de VNF à plus d'un milliard d'euros ! Ce même rapport stipule que l'établissement doit investir 3 milliards entre 2023 et 2033 pour stabiliser la situation, voire 3,8 milliards pour remettre en état notre réseau. Il faudrait donc que VNF augmente son budget de régénération de 200 millions d'euros par ans. Or, dans les faits, ce n'est absolument pas le cas !

Il faut savoir qu'en parallèle, les effectifs de l'établissement VNF sont réduits chaque année depuis plus de 10 ans ou presque (1000 ETP supprimé à VNF en 10 ans), et selon les tableaux préparatoires fournis pour cette instance, pour 2026, nous perdrons encore 10 ETP en 2026 à la DTCB. C'est la preuve que nous ne sommes plus capables d'entretenir notre réseau, et qu'il est même devenu impossible de le surveiller de manière adéquate !

Monsieur le Directeur, la CGT tire la sonnette d'alarme : dans très peu de temps, nous ne serons plus en mesure de faire passer le moindre bateau sur notre réseau. Ce ne sera pas à

cause d'une pseudo-modernisation défailante, mais simplement parce que nous serons incapables de maintenir l'eau dans nos biefs, qui sont dans un état de dégradation totale.

La CGT exige à nouveau un bilan des digues classées sur le périmètre de la DTCB, ainsi qu'un programme d'urgence pour leur remise en état, suite au fait signalés dans le message du 13 février et à la rupture de la digue de Chagny.

Enfin, concernant l'expérimentation du secteur Bourgogne 2 (Pouilly-Venarey), nous dénonçons cette mascarade ! Une expérimentation sur 2 ans, c'est une farce, sachant que cette année, avec les travaux sur le barrage-réservoir de Panthier, les hypothétiques manque d'eau risquent de provoquer une fermeture anticipée, une fois de plus, du canal de Bourgogne.

Les contraintes liées à l'exploitation de ce secteur – avec seulement 5 heures de navigation par jour, du lundi au vendredi, et une notification une semaine à l'avance – en feront un véritable parcours du combattant pour tous ceux qui tenteront de naviguer sur ce tronçon.

Couper ainsi le canal de Bourgogne en amputant sa partie centrale sera, pour cet axe déjà fortement impacté par les plantes aquatiques, un coup fatal !

La CGT exige une politique bien plus ambitieuse de la direction, une politique qui s'inscrive dans une véritable logique environnementale, mais aussi dans une démarche de préservation de notre réseau, de notre personnel et de la sécurité de tous !

Les élus CGT au CSA-L de la DTCB